

LORETTE, CHARLINE,
LUCILE, DAVID ET L'ÉQUIPE

2026

Tous nos vœux

12 tribunes

demopolis
concertation

« Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas tes hommes et femmes pour leur donner des ordres, pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose... Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes et femmes le désir de la mer. » Antoine de Saint-Exupéry

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

P.4

**ET SI LA FRANCE CHOISISSAIT LA CONCERTATION
PLUTÔT QUE LE CONFLIT ?**

P.7

**ÉNERGIES RENOUVELABLES ET MUNICIPALES :
RÉSISTEZ AU TEMPS MORT, ASSUMEZ LE TEMPS FORT !**

P.11

**REBÂTIR LA CONFIANCE :
L'ÉLU DE 2026 ET LE NOUVEAU CONTRAT DÉMOCRATIQUE**

P.15

**DE PÉRICLES AUX MUNICIPALES :
LE DÉFI DE LA COCONSTRUCTION**

P.19

**ÉNERGIES RENOUVELABLES :
COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE DU REJET LOCAL ?**

P.22

CONCERTATION : PROMESSE OU POSTURE ?

P.28

**MIDAS, OU LES ILLUSIONS DORÉES
DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE**

P.31

**BELLÉROPHON, LA CHIMÈRE
ET L'ART DE LA CONCERTATION**

P.35

**À LA CROISÉE DES PRATIQUES, L'ESCALADE
ÉCLAIRE LA CONCERTATION**

P.37

**LE BON SENS :
CETTE ARME DE DISTRACTION MASSIVE**

P.40

**TERRITOIRES : SANS RÉCIT COLLECTIF,
PAS DE COHÉSION DURABLE**

P.43

TRIBUNE 1

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Respecter plus d'1 million de voix,
c'est respecter la démocratie.

Monsieur le Président de la République,

Plus d'un million de nos concitoyens ont signé la pétition contre la loi Duplomb. Ce chiffre n'est pas qu'un record : c'est un signal fort et il continue à croître. Il exprime une inquiétude profonde, une colère démocratique, mais aussi une attente : celle d'être écoutés. Ce ne sont pas seulement des voix contre une loi. Ce sont des voix pour un autre rapport au pouvoir. Un rapport fondé sur le dialogue, la transparence et la confiance.

Vous avez évoqué l'organisation de référendums en 2025. Nous sommes fin juillet, il est temps. L'occasion vous est donnée ici d'en faire un usage juste, au service de la délibération collective. Face à une mobilisation de cette ampleur, il ne s'agit pas d'improviser, ni de réagir dans l'urgence, mais de poser un geste politique fort.

Celui de reconnaître que la démocratie ne peut plus se contenter de ses formes anciennes.

Nous savons que la défiance actuelle ne date pas d'hier. Elle s'est construite au fil des renoncements successifs. L'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, sans réelle alternative coconstruite et malgré le vote d'un grand nombre de Français de la région Pays de la Loire. Le Grand Débat national, lancé courageusement après le mouvement des Gilets jaunes, dont les conclusions (cahiers de doléances) ont peiné à se traduire en décisions. La Convention citoyenne pour le climat, promesse démocratique forte, mais dont les 149 propositions ont été largement diluées, quand elles n'ont pas été tout simplement mises de côté face au poids des lobbies. Et bien sûr, le traumatisme démocratique de 2005, en forme de péché originel : un référendum tranché par le peuple, puis contourné plus tard par un vote inverse des Députés à l'Assemblée. Ces épisodes ont tous contribué à une forme de décrochage civique.

Nous sommes convaincus que ce décrochage n'est pourtant pas une fatalité. Au sein de notre agence, Demopolis Concertation, nous accompagnons chaque jour des démarches de dialogue entre décideurs et citoyens. Et nous constatons une réalité simple : les Français ne fuient pas la participation. Ils veulent comprendre, débattre, être associés aux choix qui les concernent. Ils attendent qu'on leur fasse confiance, qu'on prenne leur parole au sérieux et sur la durée. C'est simple et difficile à la fois, nous vous le concédons.

La loi Duplomb concentre, dans son contenu comme dans sa méthode, ce que beaucoup rejettent aujourd'hui : la verticalité, la technocratie, l'absence de débat préalable. C'est pourquoi sa contestation dépasse les clivages habituels. Elle fédère, car elle révèle un besoin : celui d'une démocratie plus ouverte, plus vivante, plus respectueuse. Il est encore temps, Monsieur le Président de la République, de faire de ce moment un tournant. Suspendre le projet. Ouvrir un débat public rigoureux, pluraliste, transparent. Envisager, si nécessaire, un référendum, non pas comme un outil de validation, mais comme l'aboutissement d'un véritable processus démocratique. Un processus où chaque voix compte, et où le choix final

est le fruit d'une construction collective.

Une telle décision ne serait pas un signe de faiblesse. Ce serait, au contraire, un acte de courage et de cohérence. Ce serait affirmer que la démocratie ne se décrète pas d'en haut, mais se bâtit avec les citoyens. Ce serait redonner du souffle à nos institutions, dans un moment où elles en ont bien besoin. Car respecter la démocratie, ce n'est pas simplement organiser des élections. C'est donner un sens au mot participation. C'est faire de la concertation une méthode de gouvernement, pas une formalité consultative. C'est, surtout, entendre que quand plus d'un million de personnes s'exprime d'une seule voix, il ne s'agit plus d'un bruit de fond. C'est un appel.

Cet appel est aujourd'hui entre vos mains. Y répondre, ce serait honorer vos engagements, mais aussi raviver une démocratie que tant croient affaiblie, mais qui ne demande qu'à respirer.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre profond respect démocratique.

TRIBUNE 2

ET SI LA FRANCE CHOISISSAIT LA CONCERTATION PLUTÔT QUE LE CONFLIT ?

Un monde sous tension,
une France à la croisée des chemins.

Le monde semble s'embraser. Ukraine, Proche-Orient, Afrique des Grands Lacs, tensions indo-pakistanaises... Autant de foyers de conflits où la logique du rapport de force s'impose comme seul langage possible. Le dialogue diplomatique peine à contenir la déflagration, et la concertation — pourtant fondement de toute paix durable — apparaît trop souvent comme un luxe ou une faiblesse.

Mais devons-nous, en France, reproduire ces logiques sur notre propre sol ? Réforme et conclave des retraites. Moratoire sur les EnR en question. Culture du bashing au moindre sujet. Ne pourrions-nous pas choisir une autre voie, celle d'une société où la confrontation ne débouche pas systématiquement sur le clivage, mais sur l'échange structuré ? Une société qui redonne ses lettres de noblesse à la concertation, non comme outil de façade, mais comme levier profond de transformation sociale.

La France, pays de débat... mais pas encore de culture de la concertation.

En France, nous débattons, nous manifestons, nous nous opposons. Ce goût du conflit — parfois stylisé, parfois frontal — fait partie de notre ADN politique. Mais trop souvent, le rapport de force y tient lieu de méthode. Les réformes se font «à l'arraché», les colères explosent, les oppositions s'institutionnalisent. Chacun campe sur sa légitimité, oubliant que la démocratie ne vit pas seulement de l'expression des désaccords, mais de leur dépassement.

Or, la concertation ne signifie pas l'oubli du conflit — elle en est la mise en forme civilisée, l'art de le rendre fécond. Comme l'écrivait Karl Marx dans le Manifeste du Parti communiste :

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire des luttes de classes.* »

Mais ces luttes peuvent-elles seulement se résoudre dans l'affrontement ? Ne peuvent-elles pas, au contraire, se sublimer par l'organisation collective, la médiation, l'argumentation partagée — autrement dit, par le cadre ?

Le rapport de force comme impasse, la concertation comme levier.

Le rapport de force fige les positions. La concertation les transforme. Il ne s'agit pas d'idéaliser le consensus, mais de redonner sa place à l'écoute active, à l'ajustement mutuel, au compromis.

« *Le langage est une peau : je frotte mon langage contre l'autre.* » écrivait Roland Barthes dans Fragments d'un discours amoureux (1977).

Il ne va donc jamais sans contact, sans friction. La concertation exige ce frottement, sans lequel le politique reste un théâtre creux.

En entreprise, dans la vie politique, dans les quartiers, dans les

écoles, partout où il y a du lien social, il peut y avoir concertation. Encore faut-il en posséder la culture — une culture qui ne tombe pas du ciel. Elle s'apprend, elle se transmet, elle se pratique. Et pour cela, elle doit être soutenue, institutionnalisée, valorisée.

Apprendre à se parler : une révolution douce à portée de main.

Et si l'on formait dès le plus jeune âge aux outils du dialogue ? Si les institutions locales intégraient systématiquement des dispositifs de médiation, de délibération citoyenne, d'écoute collective ? Si les syndicats, les élus, les mouvements citoyens renouaient avec cette vertu stratégique qu'est la négociation bien menée ? La concertation ne tue pas le politique — elle le raffine.

« *Le pouvoir naît lorsque les hommes agissent de concert.* » écrivait Hannah Arendt dans *La Crise de la culture* (1961).

Non quand ils s'annulent, mais quand ils articulent leurs différences. C'est dans cette tension constructive que peut naître une société plus apaisée — non pas immobile, mais capable de résoudre ses contradictions autrement que par la force ou le rejet. Une société qui ne renonce ni à ses idéaux, ni à sa complexité.

Une société concertée est une société plus forte.

Il ne s'agit pas de nier les rapports de force — ils existeront toujours. Mais il s'agit de ne pas en faire un modèle. La démocratie est l'art de réguler les conflits, non de les enflammer. Il suffirait que la France fasse de la concertation un réflexe — non un pis-aller — pour retrouver une forme de puissance collective, paisible, lucide, durable.

Concertons-nous. Non par faiblesse, mais par exigence. Non pour éviter le réel, mais pour mieux le transformer. C'est peut-être là, aujourd'hui, le plus grand défi démocratique — et le plus beau.

Face à la fatigue démocratique, nous faisons le choix de l'action concrète. Demopolis Concertation porte, depuis trois ans, une conviction simple : le renouveau démocratique ne viendra pas d'en haut, mais de celles et ceux qui rendent le débat possible, partout sur le terrain.

TRIBUNE 3

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET MUNICIPALES : RÉSISTEZ AU TEMPS MORT, ASSUMEZ LE TEMPS FORT !

À l'approche des élections municipales de mars 2026, un réflexe bien connu resurgit : ralentir, voire suspendre, les projets d'énergies renouvelables. Les réunions de concertation sont repoussées, les annonces mises en attente, la communication réduite au strict minimum. La crainte est simple : qu'un projet de parc éolien, de centrale solaire ou de méthanisation devienne une arme électorale dans la campagne locale, qu'il cristallise les oppositions, qu'il fragilise la réélection d'un maire ou d'une équipe municipale.

Ce réflexe est compréhensible, mais il est dangereux. Car en choisissant le silence, on laisse la place à ceux qui n'attendent que cela pour occuper le terrain : les opposants les plus déterminés, souvent minoritaires mais toujours très audibles. Et parce que le débat public, comme la nature, a horreur du vide, l'absence de parole institutionnelle ou de pédagogie citoyenne ouvre la voie à la rumeur, à la peur et aux polémiques.

Le piège du silence

Suspendre la concertation pendant plusieurs mois ne protège pas un élu ou un projet. Au contraire, cela fragilise les deux. C'est penser à court terme — éviter une polémique immédiate — mais perdre de vue le long terme : la construction de la confiance. Car un projet énergétique, qu'il soit éolien, photovoltaïque, hydraulique ou de biomasse, ne se développe pas sans l'adhésion minimale des habitants. Cette adhésion ne se décrète pas, elle se construit patiemment, par l'information, la transparence, l'échange.

Chaque temps mort dans cette relation de confiance a un coût. Lorsque la parole officielle se tait, les opposants peuvent marteler leurs arguments sans contradiction. Lorsque les élus s'effacent, les citoyens peuvent avoir le sentiment que l'on cache quelque chose. Lorsque les porteurs de projet cessent d'informer, le lien de proximité se distend. Et il est toujours plus difficile de rattraper une confiance perdue que de l'entretenir en continu.

La démocratie locale se nourrit du débat, pas du retrait

On invoque souvent, pour justifier ces pauses, le fameux “temps de réserve électorale”. Or, ce temps est bien réel, mais il est strictement encadré. Il ne s’agit pas d’un silence imposé de plusieurs mois, encore moins d’une interdiction générale de débattre. La réglementation interdit essentiellement l’utilisation des moyens publics à des fins de propagande électorale dans les semaines qui précèdent le scrutin. Mais elle n’empêche nullement l’organisation d’espaces de dialogue, la mise à disposition de données transparentes, ou la poursuite d’un travail d’information auprès des habitants.

Ce n’est donc pas le droit qui impose le mutisme, mais la prudence — ou la peur. Et cette peur est, à long terme, une faute démocratique. La démocratie locale ne s’affaiblit pas du dialogue, même vif. Elle s’affaiblit du retrait, du silence et du contournement. Car si la transition

énergétique doit être portée par les territoires, elle ne peut l'être que dans un climat de confiance et de débat.

Transformer le risque en opportunité

Loin d'être une menace, les élections municipales peuvent devenir une formidable opportunité. Elles sont, par essence, le moment où les citoyens s'interrogent sur l'avenir de leur commune, sur les choix collectifs à assumer. Pourquoi l'énergie, qui conditionne la vie quotidienne, l'économie locale, l'autonomie du territoire, serait-elle absente de ce débat ?

La transition énergétique n'est pas une option accessoire : c'est un défi central. Elle détermine la capacité d'une commune à contribuer à une lutte globale contre le réchauffement climatique, la possibilité pour une ville de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, l'attractivité d'un territoire pour de nouvelles activités. La mettre au cœur du débat municipal, c'est redonner à la politique locale sa dimension la plus noble : préparer l'avenir ensemble.

Pour les élus, assumer ce dialogue est un signe de courage et de cohérence. Pour les porteurs de projets, continuer à concerter en période électorale est une preuve de sérieux et de transparence. Pour les citoyens, c'est la garantie de ne pas être mis devant le fait accompli, mais de participer réellement à la construction de leur avenir énergétique.

Le lien entre transition énergétique et renouveau démocratique

Dans un contexte de crise climatique, mais aussi de défiance envers les institutions, chaque projet d'énergie renouvelable peut devenir un laboratoire de démocratie locale. Les outils existent en nombre, encore faut-il les activer et les assumer, y compris en période électorale.

Plutôt que de redouter la politisation du sujet, pourquoi ne pas l'ac-

cepter comme une chance ? Oui, l'énergie est politique. Elle touche à l'organisation de nos territoires, à la solidarité entre générations, à la justice sociale. En débattre localement, c'est redonner du sens à la démocratie de proximité. Et c'est faire en sorte que la transition énergétique ne soit pas vécue comme un projet imposé "d'en haut", mais comme une aventure collective "venue d'ici".

Choisissez le courage plutôt que l'attente !

Les mois qui viennent seront décisifs. Si nous choisissons le silence, nous laissons s'installer la défiance et le rejet. Si nous choisissons le dialogue, même difficile, nous construisons la confiance et la fierté. Les élus locaux comme les porteurs de projets ont une responsabilité commune : ne pas céder à la facilité de l'attente, mais assumer la continuité de la parole et de l'échange.

La transition énergétique n'est pas qu'une affaire de mégawattheures ou de panneaux solaires. C'est une aventure démocratique. La suspendre, c'est prendre le risque de l'affaiblir durablement. La poursuivre, c'est au contraire l'occasion de montrer qu'elle peut rimer avec renouveau démocratique local. Entre le risque et l'opportunité, il est temps de choisir le courage.

TRIBUNE 4

REBÂTIR LA CONFIANCE : L'ÉLU DE 2026 ET LE NOUVEAU CONTRAT DÉMOCRATIQUE

Face à la défiance et à l'abstention, le mandat ne peut plus être un blanc-seing de six ans. Les futurs élus doivent devenir les acteurs d'un renouveau démocratique, en mettant la participation au cœur de leurs décisions tout au long du mandat.

En mars 2026, les Français seront appelés à élire leurs représentants municipaux et intercommunaux. Cet acte démocratique, en apparence simple et familier, se déroule pourtant dans un contexte inédit. Depuis plusieurs années, l'abstention progresse, les citoyens se détournent des urnes, et la méfiance à l'égard de la parole publique atteint des sommets. Ce climat de défiance interroge directement la légitimité des élus et la manière dont ils exercent leur mandat.

La démocratie locale, longtemps perçue comme la plus accessible et la plus proche des habitants, n'échappe pas à cette crise. Or, si elle se fragilise, c'est l'ensemble du pacte républicain qui vacille. Le temps

est donc venu de repenser la relation entre élus et citoyens.

Trop longtemps, le mandat a été vécu comme une délégation totale : on élit une équipe, on lui confie les clés de la collectivité pour six ans, et l'on se tait jusqu'au scrutin suivant. Cette conception ne correspond plus aux attentes de nos concitoyens.

Il faut toutefois reconnaître que les élus ne sont pas isolés dans leur fonction. Bien au contraire, ils sont pris dans un flux permanent de concertations : avec leurs services, avec les collectivités voisines ou d'autres échelons, avec des spécialistes techniques, dans des comités de projet... C'est un dialogue constant, mais un dialogue d'experts, qui peut détourner du contact avec les habitants et donner le sentiment d'une déconnexion.

À cela s'ajoutent les sollicitations incessantes des citoyens, mais souvent sur le mode du "bureau des pleurs". Parce que la capacité à dialoguer entre voisins ou à gérer collectivement les petits problèmes s'est affaiblie, les habitants s'adressent directement à leurs élus pour tout et n'importe quoi. Les élus se retrouvent ainsi en première ligne, mais rarement sur le bon registre : celui de la co-construction et du débat citoyen.

C'est précisément là que réside le défi du nouveau contrat démocratique : redonner un cadre, des méthodes et des espaces où le dialogue avec les habitants n'est plus subi ou éclaté, mais organisé, enthousiasmant et productif.

Concrètement, il s'agit d'inventer des formats qui donnent envie de participer. La participation ne s'impose pas : elle se stimule, elle s'anime. Aux élus de créer les conditions de cet engagement.

On peut imaginer des Assemblées citoyennes ouvertes, accessibles à toutes celles et ceux qui souhaitent contribuer. Ces espaces réguliers permettraient d'associer habitants, associations, commerçants, entrepreneurs, jeunes actifs, retraités, acteurs culturels... bref, la diversité du territoire.

Des soirées débats conviviales pourraient devenir des rendez-vous attendus, pour parler d'écologie, de mobilité, de solidarité ou de cadre

de vie. Loin des réunions descendantes, ces moments offriront une respiration démocratique, où chacun se sent légitime à prendre la parole.

On pourrait aller plus loin encore, en inventant de véritables expériences immersives de concertation. Des temps forts où les habitants ne sont pas seulement invités à donner un avis, mais plongés dans une réflexion collective qui les reconnecte à leur commune, à son histoire et à ses défis. Ces expériences, en valorisant la contribution de chacun, permettent de retrouver le sens d'un rôle que beaucoup ont oublié : celui de citoyen.

Ce retour au civisme est essentiel, à l'heure où les violences verbales et physiques contre les élus explosent. La concertation n'est pas seulement un outil démocratique : c'est aussi un moyen de retisser le respect mutuel entre représentants et représentés, en redonnant à chacun sa place et sa responsabilité dans la vie collective.

La concertation de demain devra aussi intégrer la digitalisation des usages. Les plateformes participatives permettent déjà de recueillir des propositions ou de voter pour des projets. Mais nous pouvons aller plus loin. Pourquoi ne pas imaginer des bornes digitales de consultation dans l'espace public, pour donner à chacun la possibilité de s'exprimer simplement au détour d'une rue ? Ou encore recourir à la réalité augmentée pour visualiser les projets urbains et aider à mieux choisir ?

L'intelligence artificielle, bien utilisée, peut synthétiser les contributions et faire émerger des idées. Elle ne doit pas remplacer la délibération humaine, mais l'éclairer et la rendre plus lisible. Enfin, les serious games offrent la possibilité de transformer la concertation en une expérience ludique et pédagogique, où les habitants découvrent, en situation, les contraintes et arbitrages liés à la gestion d'une commune.

Ces outils ne sont pas des gadgets : ils sont des leviers pour mobiliser plus largement, toucher de nouveaux publics et montrer que la démocratie sait se réinventer à l'ère numérique.

Ce renouveau passe également par la diffusion d'une culture de la concertation dès le plus jeune âge. Initier les enfants et les adolescents à la discussion collective et à la décision partagée, c'est préparer une

génération de citoyens plus confiants et plus impliqués.

Enfin, les élus devront aller chercher celles et ceux que l'on entend trop peu : les jeunes actifs, les commerçants, les petites entreprises, les habitants éloignés de la vie publique. Leur donner une place, c'est enrichir la réflexion collective et reconnecter la démocratie locale à toutes les réalités du quotidien.

Ce changement appelle aussi une évolution du rôle de l'élu. Décider ne peut plus signifier trancher seul. Décider, c'est assumer une responsabilité, mais aussi expliquer, écouter, ajuster. C'est accepter de se confronter aux attentes et aux contradictions des habitants, pour construire ensemble des solutions plus solides et mieux comprises.

Un élu qui ouvre la porte de la participation ne se fragilise pas. Au contraire, il renforce sa légitimité. Car un projet débattu et enrichi par une diversité de voix est plus robuste qu'une décision imposée. C'est aussi un moyen de prévenir les blocages : quand les habitants ont été associés en amont, ils acceptent plus facilement les arbitrages.

Au fond, ce nouveau contrat démocratique ne vise pas seulement à améliorer la gestion locale. Il porte une ambition plus large : redonner envie de démocratie. Si les Français peuvent expérimenter, dans leur commune, une démocratie vivante, continue et incarnée, ils regagneront confiance dans l'idée même de représentation. C'est dans la proximité que peut renaître le goût du collectif, le sens du bien commun et la fierté de participer.

2026 sera donc bien plus qu'une simple échéance électorale. Elle peut marquer le tournant d'une démocratie locale renouvelée, où l'élu n'est plus un gestionnaire solitaire mais le garant d'un dialogue permanent. Un élu qui ne se contente pas de gérer, mais qui fait vivre la citoyenneté au quotidien.

La tâche est exigeante, mais elle est à la hauteur des enjeux. Car si nous voulons que la République demeure solide, il nous faut commencer par rebâtir, pierre après pierre, la confiance démocratique dans nos territoires. Et cette confiance, aucun décret ne peut l'imposer : elle se cultive par la rencontre, la participation et l'écoute. C'est le chemin qu'il revient aux élus de 2026 d'ouvrir avec leurs habitants.

TRIBUNE 5

DE PÉRICLES AUX MUNICIPALES : LE DÉFI DE LA COCONSTRUCTION

La France entre dans une période politique déterminante. À quelques mois des élections municipales de 2026, les campagnes électorales s'annoncent sous haute tension, dans un climat national traversé par la méfiance, le repli sur soi et une contestation diffuse du politique, des institutions, certains diraient de l'autorité. Sur les territoires, en particulier dans la France rurale et périphérique, les fractures démocratiques s'approfondissent. Les extrêmes gagnent du terrain à coup de tribunes TikTok, en se posant comme seuls remparts contre une République perçue comme lointaine, technocratique, voire méprisante.

Dans ce contexte, la concertation publique, déjà fragilisée, devient une cible. On voit émerger des demandes pour suspendre, voire supprimer, les concertations sur les projets d'infrastructure et d'aménagement. Officiellement, il s'agirait d'éviter les tensions, de préserver la tranquillité des territoires, d'avoir un temps suspendu avant les élections. Comme si l'absence de débat... public allait dissiper la colère. En réalité, ces appels reviennent à invisibiliser les enjeux, à prendre du retard et développer l'absurde pour mieux alimenter la colère.

Mais c'est précisément ce qu'il ne faut pas faire : la démocratie se reconstruit par l'écoute active, le dialogue et le débat d'idées, pas par le silence et la procrastination. À l'heure où la société doute de ses institutions, où les élus sont questionnés dans leur légitimité, où la transition écologique est contestée non sur le fond mais sur ses modalités, la concertation ne peut plus se contenter d'être un exercice formel. Elle doit devenir un acte politique fort : celui de la co-construction.

Chez Demopolis Concertation, nous défendons une approche de la concertation comme un processus exigeant, où les citoyens ne sont pas seulement consultés, mais véritablement associés à l'élaboration des décisions. La concertation n'est pas une mise en scène démocratique : c'est une méthode pour faire émerger l'intelligence collective, donner du pouvoir d'agir, et créer des projets plus légitimes, plus adaptés, plus durables.

Et ce n'est pas une idée neuve. Il suffit de remonter à l'Athènes du V^e siècle avant notre ère, pour retrouver cette ambition. Sous l'impulsion de Périclès, la cité démocratique prend forme. Les citoyens sont indemnisés pour siéger aux assemblées, la parole politique devient une affaire commune. Mais déjà, des tensions apparaissent : la démocratie athénienne reste fondée sur une élite masculine, excluant femmes, esclaves et métèques ; et Périclès, derrière le masque du débat collectif, concentre entre ses mains une influence considérable. Le pouvoir reste vertical, même si la parole est horizontale.

Ce paradoxe s'étend avec la Ligue de Délos, alliance militaire entre cités grecques. Créeée pour défendre un intérêt commun, elle devient rapidement un outil au service de la puissance athénienne, qui impose ses choix aux autres membres. L'histoire est connue : la coopération dégénère en domination.

Or, c'est un risque qui nous guette aujourd'hui. Le système institutionnel français aime à afficher sa modernité démocratique : débat public, conventions citoyennes, consultation numérique, plateformes interactives... Mais trop souvent, ces outils restent symboliques. Les décisions sont prises en amont. Les marges de manœuvre sont minimes. La concertation est convoquée pour valider, non pour construire.

Les exemples récents sont nombreux. La Commission nationale du débat public (CNDP) peine à faire entendre sa voix, réduite parfois à organiser des débats dont l'issue semble déjà scellée. Le chantier de l'autoroute A69, suspendu juridiquement sous la pression d'une partie des acteurs du territoire, illustre à quel point le fossé s'accroît entre les uns et les autres. Les dispositions de la loi sur l'industrie verte, qui réduisent la concertation à une simple chambre d'enregistrement (toujours trop tard, toujours trop binaire) renforcent cette défiance également envers les énergies renouvelables par exemple. Et les référendums promis par le président de la République depuis 8 ans, jamais concrétisés, incarnent une démocratie en suspension, en attente.

Face à cela, nous devons faire un choix. Soit nous assumons que la démocratie n'est qu'un décor, une vitrine vide. Soit nous réaffirmons que la concertation est un outil de souveraineté populaire. Un outil de transformation réelle. Cela suppose des moyens, du temps, une volonté politique claire. Cela suppose surtout de reconnaître que les citoyens ne sont pas des spectateurs, mais des acteurs de leur territoire.

La campagne des Municipales 2026, qui s'ouvre, sera un test décisif. Les maires, pour peu qu'il y ait suffisamment de candidats (ce qui est un sujet en soi), sont en première ligne : ils incarnent la proximité, la réalité du terrain. Leur rôle sera d'autant plus crucial qu'ils auront su inclure les habitants dans la définition des projets, dans les arbitrages parfois douloureux, dans les transitions qui s'annoncent.

Nous appelons donc à un sursaut démocratique. Non pas pour défendre abstrairement la concertation, mais pour la réinventer. Pour en faire un vrai outil de co-construction, ancré dans les territoires, relié aux enjeux du quotidien, capable de dépasser les fractures. Car dans une époque où la parole publique est mise en doute, la seule légitimité qui tienne, c'est celle que l'on partage.

TRIBUNE 6

ÉNERGIES RENOUVELABLES : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE DU REJET LOCAL ?

En France, la transition énergétique est une priorité affichée dans la lutte contre le dérèglement climatique, mais sa mise en œuvre rencontre de nombreux obstacles. Pourtant, alors que la majorité des citoyens affirme soutenir l'essor des énergies renouvelables, de nombreuses résistances apparaissent lorsqu'il s'agit de les implanter sur leur territoire. Ce paradoxe, loin d'être anecdotique, reflète des enjeux multiples : opposition locale, coûts économiques, impact environnemental, manque d'accès à l'information et clivages politiques. Comment expliquer ce rejet et surtout, comment y remédier ?

1. L'opposition locale : le syndrome NIMBY

Le «NIMBY» (Not In My Backyard) est un phénomène bien connu : si les Français soutiennent les énergies propres, 61% s'exprimant pour un développement plus ambitieux des énergies renouvelables dans leur région, ils sont nombreux à refuser leur installation près

de chez eux. Contrairement à ce que sous-entend le nom de ce syndrome, les personnes « *NIMBY* » se mobilisent plutôt dans un intérêt collectif que personnel.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, certains riverains dénoncent le bruit et l'impact visuel des éoliennes, soulignant une altération du paysage et de leur qualité de vie. En Bourgogne-Franche-Comté, plusieurs communes ont annulé des projets par crainte d'une dégradation du paysage touristique. Au-delà du simple inconfort, ces oppositions traduisent une inquiétude plus profonde : la crainte d'une perte de cadre de vie et d'un sentiment de non-consultation des habitants.

Ce rejet est également alimenté par un manque de compensation perçue pour les territoires accueillant ces infrastructures. Certains acteurs locaux réclament davantage de bénéfices directs, comme des réductions sur les factures d'électricité ou des fonds pour financer des projets locaux. À l'inverse, d'autres pays comme le Danemark ou l'Allemagne ont mis en place des mécanismes de redistribution des bénéfices des énergies renouvelables, ce qui a renforcé leur acceptabilité sociale.

Notre réponse. Demopolis Concertation intervient en médiateur des échanges entre riverains et porteurs de projets. Grâce à des ateliers participatifs et des concertations ouvertes, nous facilitons le dialogue entre les habitants et les porteurs de projet sur les impacts et bénéfices des infrastructures. Nous travaillons également à mettre en place, avec le territoire, des mécanismes de compensation adaptés aux réalités locales pour renforcer l'adhésion locale au projet et le sens du projet pour les acteurs locaux.

2. Des résistances économiques et des coûts contestés

La transition énergétique implique des investissements massifs, que ce soit pour l'installation ou la maintenance des infrastructures. Certains experts considèrent que l'éolien et le solaire sont « sur-sub-

ventionnés», augmentant in fine la facture des contribuables . Cette perception fragilise l'adhésion populaire à la transition énergétique.

L'intermittence des énergies renouvelables est un défi majeur : contrairement aux centrales nucléaires ou thermiques qui produisent en continu, l'éolien et le solaire dépendent des conditions météorologiques. Cela nécessite des solutions de stockage et de gestion du réseau plus complexes et coûteuses, comme le développement de batteries ou la conversion en hydrogène.

Le développement de projets d'énergie renouvelable est donc coûteux, et demande des investissements importants, rentabilisés uniquement sur le long terme. Bien que certains projets ouvrent leur capital aux particuliers, la plupart du temps, les retombées économiques des projets au local sont vues comme non-suffisantes.

Notre réponse. Nous accompagnons les collectivités et les entreprises dans la communication autour des investissements liés aux énergies renouvelables. En développant des argumentaires transparents et accessibles sur le financement des projets, nous permettons une meilleure acceptation des coûts et un débat éclairé sur les modèles économiques viables.

3. Un impact environnemental pas toujours vertueux

Si les énergies renouvelables sont souvent présentées comme des solutions durables, elles ne sont pas sans conséquences. Les parcs éoliens perturbent certaines espèces d'oiseaux migrateurs. La fabrication de panneaux solaires nécessite des terres rares, avec des impacts écologiques non négligeables.

Dans les Cévennes notamment, l'implantation d'éoliennes fait l'objet de vives critiques de la part d'associations environnementales . Dans le Massif central, l'utilisation de terres agricoles pour le photovoltaïque suscite des tensions.

Une autre critique porte sur le démantèlement des infrastructures en fin de vie. Les éoliennes, par exemple, sont difficiles à recy-

cler, notamment leurs pales en composite. Des efforts sont en cours pour développer des matériaux plus écologiques et des façons de réutiliser les parties non recyclables, mais la question du recyclage demeure un enjeu majeur pour l'avenir des renouvelables.

Notre réponse. Nous facilitons la prise en compte des préoccupations environnementales dès la phase de conception des projets. Par des dialogues avec les associations écologistes, des études d'impact collaboratives et des solutions d'atténuation intégrées, nous aidons à co-construire des projets plus respectueux de la biodiversité et du cadre de vie.

4. Un manque de pédagogie et de transparence

Une grande partie des citoyens se sentent insuffisamment informés sur les projets énergétiques, ce qui alimente la défiance et la désinformation. En Normandie, des citoyens pointaient un manque d'information sur l'énergie éolienne alors que des parcs étaient en développement sur leur commune .

Sur de nombreux projets, des citoyens sceptiques s'interrogeaient sur l'efficacité réelle des projets développés. L'absence d'un dialogue clair et accessible renforce la crispation et le rejet, comme l'avait développé le Conseil Économique, Social et Environnemental lors d'une étude en 2022 .

Il est crucial de développer des initiatives pédagogiques pour accompagner cette transition. Des campagnes d'information, des visites de sites de production ou encore des plateformes interactives expliquant le fonctionnement des énergies renouvelables peuvent contribuer à une meilleure compréhension et adhésion du grand public.

Notre réponse. Nous développons des dispositifs pédagogiques innovants : plateformes numériques interactives, réunions publiques avec experts indépendants et supports de vulgarisation. En favorisant une information claire et compréhensible, nous aidons les citoyens à mieux appréhender les enjeux énergétiques et à prendre part aux décisions.

5. Un débat politique polarisé

La transition énergétique divise le paysage politique. Les écologistes militent pour une transition rapide, tandis que d'autres partis appellent à la prudence économique.

Dans le Grand Est, des élus conservateurs refusent des projets photovoltaïques sur des terres agricoles, estimant qu'ils créent plus de tensions qu'ils ne résolvent de problèmes. Ce clivage politique entretient l'ambivalence de l'opinion publique.

Cette opposition dépasse souvent la simple question énergétique et devient un marqueur idéologique. L'éolien et le solaire sont parfois perçus comme des symboles d'une politique environnementale jugée trop interventionniste, tandis que le nucléaire est défendu comme un modèle de souveraineté énergétique. Cette polarisation rend difficile la mise en place d'une stratégie énergétique cohérente et concertée.

Notre réponse. Nous agissons comme médiateur neutre entre les différentes sensibilités politiques et les acteurs du territoire. En animant des discussions ouvertes et en favorisant des approches collaboratives, nous contribuons à dépasser les clivages et à identifier des solutions partagées pour une transition énergétique pragmatique et efficace.

Vers une transition énergétique co-construite et appropriée

«Si tu veux construire un bateau, ne rassemble pas des hommes pour leur donner des ordres, pour expliquer chaque détail, pour leur dire où trouver chaque chose... Si tu veux construire un bateau, fais naître dans le cœur de tes hommes le désir de la mer infinie.»
— Antoine de Saint-Exupéry

Face à ces obstacles, une évidence s'impose : la transition énergé-

tique doit être construite avec les citoyens et non contre eux. L'acceptabilité sociale des projets passe par la concertation, l'information et la transparence.

C'est dans ce contexte que Demopolis Concertation joue un rôle clé en rendant les projets plus inclusifs et mieux compris par les populations concernées. En favorisant des processus de co-construction, en impliquant les citoyens dès la conception des projets, et en veillant à une véritable appropriation locale, l'agence accompagne les initiatives énergétiques pour en faire des leviers d'adhésion collective. Une transition énergétique réussie repose sur une implication profonde des acteurs du territoire et une communication accessible. Ce n'est qu'en construisant ensemble ces projets que nous pourrons transformer les réticences en véritable engagement pour un avenir durable.

TRIBUNE 7

CONCERTATION : PROMESSE OU POSTURE ?

Dans le secteur des énergies renouvelables, la concertation est devenue un passage obligé. Elle est omniprésente dans les discours : facteur d'acceptabilité , outil de lien social, condition de réussite des projets. Pour les directions d'entreprise, elle est souvent présentée comme un levier stratégique, un prérequis à tout projet durable, une façon d'ancrer les projets dans leur territoire. Bref, c'est la nouvelle norme — au moins dans les intentions.

Mais entre ce discours de surface et les pratiques réelles sur le terrain, un décalage persiste. Une lettre d'information, une permanence tenue à la va-vite, une réunion publique expédiée en toute fin de processus... Et voilà, la concertation est “faite”. On la traite comme une case à cocher, un élément de procédure plus qu'un levier de fond. À trop vouloir aller vite, on finit par confondre communication et concertation, information descendante et dialogue réel.

Ce constat est largement partagé dans les coulisses. Les professionnels eux-mêmes s'interrogent. Chefs de projet, ingénieurs, chargés de mission : beaucoup reconnaissent que la concertation est souvent

réduite au strict minimum, faute de temps, de budget, de volonté ou tout simplement de culture. Elle reste encore perçue, dans certains cas, comme une formalité administrative à respecter... mais pas forcément comme une démarche sincère de co-construction. Pire : certains redoutent qu'une concertation trop ouverte n'attise les oppositions. Comme si parler d'un projet risquait de le fragiliser. Comme si écouter, c'était déjà céder.

Et si c'était l'inverse ? Et si une concertation ambitieuse, ouverte, structurée, bien pensée dès l'amont devenait au contraire un facteur de robustesse ? Un espace d'intelligence collective où les objections s'expriment plus tôt, de manière plus constructive, et où les projets peuvent s'ajuster sans entrer en crise. Si écouter vraiment, expliquer en toute transparence, et coconstruire les solutions permettaient non seulement de gagner en acceptabilité, mais aussi en qualité de projet ?

La concertation n'est pas un gage absolu de succès. Elle ne supprimera jamais toutes les oppositions. Mais elle peut donner du sens, du temps, de l'oxygène au dialogue territorial. Elle peut créer des alliances locales, révéler des opportunités inattendues, susciter de l'engagement là où on ne l'attendait pas. Elle peut aussi éviter bien des blocages coûteux — en argent, en réputation, en énergie humaine.

Ce que l'on pointe ici, ce n'est pas une critique gratuite. Il ne s'agit pas de jeter la pierre à celles et ceux qui, au quotidien, font avancer des projets complexes dans un contexte réglementaire dense, sur des territoires parfois sous tension. Il s'agit plutôt de nommer un paradoxe. Un paradoxe entre une ambition institutionnelle forte, souvent sincère, et des pratiques opérationnelles qui peinent à suivre, par manque de moyens, de temps ou simplement de culture du dialogue. Car oui, la concertation est aussi une question de culture. Elle demande une posture, une méthode, un apprentissage collectif.

Mais ce paradoxe est aussi une formidable opportunité. Car là où la concertation est prise au sérieux, elle change la donne. Les projets ne vont pas toujours plus vite — mais ils vont souvent plus loin. Ils tiennent mieux. Ils intègrent mieux les attentes locales. Ils suscitent

moins de rejets violents. Et ils permettent, parfois, de passer d'une logique d'acceptabilité à une dynamique d'adhésion. Ce n'est pas magique, mais c'est possible. À condition d'y croire vraiment, et de s'en donner les moyens.

Il est temps de sortir de l'illusion d'une concertation formelle, désincarnée, faite pour les rapports d'enquête publique plus que pour les habitants. Il est temps de considérer la concertation comme un investissement — pas comme une dépense. Un investissement dans le lien humain, dans l'intelligence du territoire, dans la capacité collective à construire un avenir partagé.

Face aux défis de la transition énergétique, l'enjeu n'est pas seulement technologique. Il est aussi social, démocratique, culturel. Et sur ce terrain-là, la concertation est une pièce maîtresse.

Entre communication de façade et dialogue sincère, il y a un monde. C'est justement là que tout peut (re)commencer.

TRIBUNE 8

MIDAS, OU LES ILLUSIONS DORÉES DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

Parfois, les mythes anciens éclairent les impasses les plus contemporaines. Celui de Midas, roi de Phrygie, résonne singulièrement dans le champ de la communication et de la concertation publique. Que nous dit cette histoire, sinon le danger de confondre apparence et substance, puissance et relation, efficacité immédiate et dialogue durable ?

On connaît le récit : Midas obtient de Dionysos que tout ce qu'il touche se transforme en or. Fasciné par ce don, il touche, transforme, accumule... jusqu'à l'absurde. Car ce pouvoir finit par l'isoler : plus de nourriture, plus de tendresse, plus de vie. Dans certaines versions, sa propre fille se change en statue d'or entre ses bras. Midas implore alors les dieux de le délivrer, et retrouve son humanité en se lavant dans le fleuve Pactole.

Ce mythe illustre avec une acuité troublante certains travers de la communication publique contemporaine. Trop souvent, cette dernière se vit comme un exercice de transformation – transformer un projet, un message, une image, jusqu'à leur faire perdre toute capa-

cité de résonance. À force de chercher l’or – la clarté du message, l’adhésion rapide, la scénographie bien huilée – on en oublie parfois l’essentiel : la relation.

Une communication qui touche, mais qui ne relie plus

Il est tentant, pour les institutions publiques ou les porteurs de projets, de croire que le bon message, porté au bon moment, suffira à emporter la conviction. On soigne la forme, on multiplie les supports, on anticipe les réactions. Comme Midas, on touche tout ce qui bouge – espérant que cela brille.

Mais à trop vouloir maîtriser, on finit par figer. Une parole publique qui ne laisse pas place à la contradiction, à l’imprévu, ou à l’incertitude, ne nourrit plus le lien démocratique. Elle rassure, peut-être, mais elle n’engage pas. Et elle peut, à terme, engendrer la méfiance ou l’indifférence.

La concertation réglementaire : le paradoxe de la maîtrise

La concertation dite « *réglementaire* » – qu’elle découle du Code de l’environnement, de l’urbanisme ou d’autres dispositifs – illustre cette tension. Elle est indispensable dans son principe : organiser la participation, encadrer le débat, créer des droits pour les citoyens. Mais elle devient problématique lorsqu’elle se réduit à un exercice formel, souvent perçu comme un passage obligé par les porteurs de projet, plus que comme une opportunité réelle d’échange.

Ce que beaucoup d’acteurs relèvent aujourd’hui, sans toujours oser le dire à voix haute, c’est que cette concertation s’installe parfois dans une routine : procédures balisées, documents normalisés, temporalités figées. Le risque est que les citoyens, comme les professionnels, ne s’y retrouvent plus. L’intention démocratique s’efface derrière l’obligation procédurale.

Des débats publics trop souvent standardisés

Le même constat peut s'étendre à certains grands débats publics, pourtant pensés comme des moments forts de la démocratie participative. Qu'ils concernent une ligne ferroviaire, un site industriel ou une infrastructure énergétique, ils mobilisent généralement les mêmes outils, la même durée, la même méthode. Cette standardisation, certes rassurante pour garantir l'équité, finit parfois par produire l'inverse de ce qu'elle cherche : un sentiment de distance, voire d'impuissance, chez les participants.

Car chaque territoire, chaque sujet, chaque communauté d'acteurs demande une approche spécifique, un récit singulier, un rythme adapté. La démocratie ne se pratique pas en série.

Revenir au fleuve : vers une communication vivante

Face à ces dérives, le mythe de Midas nous invite à un retour salutaire au réel, au vivant, au fluide. Comme lui, il nous faut peut-être nous délester de cette quête de transformation permanente – du besoin de faire briller à tout prix – pour renouer avec une parole publique qui écoute, qui doute, qui accepte de ne pas tout maîtriser.

Cela suppose de réinterroger les formats existants, de créer de nouveaux espaces de dialogue plus ouverts, plus mobiles, plus sensibles aux dynamiques locales. Cela suppose aussi d'accorder une place réelle à la parole citoyenne : pas seulement pour l'entendre, mais pour qu'elle puisse infléchir, co-construire, peser.

Il ne s'agit pas de jeter l'anathème sur la communication publique ou sur les démarches de concertation, dont l'existence est plus que jamais nécessaire. Mais de rappeler que leur légitimité repose moins sur leur conformité que sur leur fécondité. Et qu'à force de chercher à produire du « *bon or* », on risque de ne plus produire de lien.

En conclusion, le mythe de Midas, relu à l'aune des pratiques de communication et de concertation contemporaines, nous livre trois enseignements essentiels.

D'abord, que toute puissance de transformation – qu'elle soit rhétorique, institutionnelle ou technique – porte en elle une responsabilité : celle de ne pas assécher le lien, ni pétrifier la parole des autres.

Ensuite, que la standardisation des démarches participatives, même animée des meilleures intentions, peut aboutir à des formes vides de sens si elle n'intègre pas la diversité des contextes, la complexité des enjeux locaux, la densité des vécus.

Enfin, que la véritable richesse démocratique ne se mesure ni en nombre de réunions, ni en kilomètres d'affiches ou en clics de souris, mais dans la qualité des relations tissées, la reconnaissance accordée aux paroles, et la sincérité du dialogue engagé.

Le mythe nous rappelle qu'il ne suffit pas de faire parler pour écouter, ni de communiquer pour concerter. Il faut, peut-être, comme Midas, accepter de se laver du besoin de briller — pour mieux retrouver ce que parler ensemble veut vraiment dire.

TRIBUNE 9

BELLÉROPHON, LA CHIMÈRE ET L'ART DE LA CONCERTATION

Dans la mythologie grecque, Bellérophon se voit confier une mission impossible : vaincre la Chimère, créature terrifiante, cracheuse de feu, dotée d'un corps hybride – lion, chèvre et serpent – que nul n'a jamais affrontée sans périr. Mais Bellérophon n'est pas un simple guerrier. Il apprivoise Pégase, le cheval ailé, prend de la hauteur, observe, comprend. Et c'est par la ruse, non par la force, qu'il parvient à neutraliser le monstre.

Cette histoire ancienne résonne de façon étonnamment contemporaine pour nous, praticiens de la concertation publique.

Car nous aussi, nous faisons face à des Chimères.

Elles ne crachent pas du feu, mais elles brûlent. Ce sont les tensions profondes des territoires, les colères accumulées, les mémoires blessées. Ce sont ces projets qui peinent à s'ancrer, ces politiques publiques qui suscitent de la méfiance, ces démarches participatives vécues comme des simulacres. La Chimère, c'est tout cela à la fois : un mélange d'inquiétudes, de défiances, de complexités entremêlées. Souvent difficile à nommer, encore plus à affronter.

Et comme Bellérophon, le praticien est souvent envoyé au front. On attend de lui – ou d'elle – qu'il apaise, qu'il “fasse passer”, qu'il rétablisse un dialogue parfois rompu... sans toujours disposer du temps, des moyens, ou des conditions pour bien faire. Il n'est ni juge, ni messager, ni arbitre. Il évolue entre les mondes : entre institutions et habitants, experts et vécus, décision et co-construction.

Alors, il doit – comme Bellérophon – prendre de la hauteur. Non pas pour fuir le terrain, mais pour mieux en lire les lignes de tension. Il doit écouter entre les mots, entendre ce qui ne se dit pas, accueillir ce qui résiste – non pour le faire taire, mais pour le traduire. Il doit accepter la conflictualité comme matière de travail, non comme échec du dialogue.

Mais le mythe nous enseigne aussi une autre leçon : grisé par sa victoire, Bellérophon tenta de s'élever jusqu'à l'Olympe. Les dieux le précipitèrent au sol. C'est là le danger de notre métier : croire qu'on “maîtrise” la concertation parce qu'on en connaît les méthodes. Croire que les outils, les procédures, les séquences suffisent. Oublier l'humilité, le doute, le temps long.

La concertation n'est pas un mode d'emploi. C'est un chemin. Un art de la relation. Un espace de fragilité partagée entre ceux qui décident et ceux qui vivent les décisions. Elle exige une posture singulière : à la fois ferme et souple, engagée mais neutre, méthodique mais humaine.

Bellérophon, dans cette lecture, n'est pas un héros triomphant. Il est le praticien qui doute, qui observe, qui avance sans certitude, mais avec courage. Il sait que la Chimère ne sera peut-être jamais vaincue – car elle incarne aussi la vitalité démocratique, la légitimité des visions en tension. Mais il sait aussi qu'on peut l'approcher, la comprendre, et parfois, la faire baisser d'un ton.

C'est peut-être cela, notre rôle aujourd'hui : ne pas dompter les conflits, mais leur offrir un cadre. Faire circuler la parole, faire dialoguer les imaginaires, et construire des décisions à hauteur d'humain.

« *L'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant.* » — René Char

À LA CROISÉE DES PRATIQUES, L'ESCALADE ÉCLAIRE LA CONCERTATION

À l'heure où les territoires oscillent entre attentes citoyennes et impératifs de transition, la concertation s'impose comme un art patient qui relie des voix diverses pour avancer ensemble. Aller chercher l'inspiration du côté de l'escalade éclaire cette exigence. Dans le silence concentré des salles de grimpe, une métaphore s'impose naturellement, celle de l'esprit de cordée.

Un soir de semaine, la salle vibre doucement. Les cordes coulissent, les chaussons frôlent le sol, des consignes s'échangent à voix basse. Les mains se couvrent de magnésie, les regards se répondent. Le premier pas sur la paroi n'engage jamais une personne isolée, il repose sur une confiance partagée faite de gestes sûrs et de vigilance réciproque. Ce moment dit quelque chose de notre manière d'avancer collectivement. La réussite n'appartient pas à celui qui grimpe en tête mais au duo qu'il forme avec l'assureur, puis au groupe qui installe et contrôle les relais. La réussite de l'ascension ne s'énonce pas dans l'exploit individuel, mais dans la réussite collective.

Cette interdépendance des individus appelle à une exigence col-

lective, celle des règles nettes et tenues. En paroi, on répète les consignes, on vérifie le noeud, on annonce chaque mouvement important. Une démarche de concertation réclame une rigueur comparable, avec un périmètre explicite du débat, des modalités de participation lisibles et une transparence sur ce qui sera réellement pris en compte. Sans ces règles du jeu, la confiance ne peut s'épanouir et c'est le collectif qui en pâtit.

Lire la voie précède l'ascension. Le grimpeur repère les prises franches, les zones lisses, les passages qui coûteront de l'énergie. La concertation suppose la même attention au terrain. Un diagnostic territorial sérieux observe les fractures sociales, la mémoire des lieux, les dynamiques d'acteurs, puis en déduit des points d'appui et des zones de fragilité. Cette lecture évite l'acharnement sur de mauvaises prises et oriente l'effort là où le collectif peut réellement progresser. Bien sûr, le risque fait partie du jeu, la chute n'est jamais exclue mais elle est apprivoisée par l'assurage, l'apprentissage et la répétition. Dans l'espace public, les controverses ne se dissipent pas par décret. Elles s'apprivoisent par des formats alternatifs lorsqu'un atelier s'enlise, par une médiation ciblée quand un point bloque, ou par un retour d'expérience partagé pour transformer l'incident en ressource commune. La réussite collective naît de la prévoyance, de la capacité à absorber l'aléa et de la confiance entretenue pas à pas.

Parce que l'esprit de cordée n'est pas une image décorative mais une méthode, chaque geste de la concertation trouve son équivalent sur la paroi, et c'est en assumant cette correspondance que l'action devient concrète et sûre. Comme le grimpeur qui love sa corde, refait son noeud de huit, vérifie l'assurage et clippe le premier point avant le pas délicat, l'équipe réserve la salle plusieurs semaines à l'avance et teste l'acoustique, installe une signalétique depuis l'arrêt de bus et prévoit un accueil sans file, contrôle la sonorisation et la visioconférence, dispose les chaises en îlots pour éviter les monologues, prépare un glossaire clair et un plan du projet lisible, puis publie dès le lendemain une présentation et un compte rendu consultables sur mobile, tout en s'assurant que les personnes éloignées reçoivent un résumé imprimé en mairie ou lors d'une permanence délocalisée. A la manière des mousquetons correctement

orientés et des relais contrôlés, ces détails invisibles soutiennent la progression et rendent la décision possible, pour soutenir ce qui importe, aller au bout de la voie.

En somme, l'esprit de cordée offre quelques repères simples. D'abord, une intention claire d'avancer ensemble, posée et rappelée à chaque étape. Ensuite, l'interdépendance assumée signifie que la réussite est celle de la cordée, jamais d'un seul grimpeur. Viennent des règles du jeu claires et partagées, stabilisées avant l'action et tenues dans la durée. Lire attentivement la voie, c'est regarder le territoire, les acteurs et les mémoires, pour orienter l'effort au bon endroit. Mesurer et intégrer les risques évite les ruptures et transforme l'imprévu en apprentissage. Enfin, agir de manière continue, progressive et incrémentale entretient l'adhérence en ouvrant, écoutant, restituant, décidant, puis ajustant. Ce cycle, s'il est tenu avec rigueur et sobriété, permet au collectif de franchir les passages délicats sans perdre la confiance ni le cap.

TRIBUNE 11

LE BON SENS : CETTE ARME DE DISTRACTION MASSIVE

Une vertu célébrée... et perdue

Hier, 4 novembre, c’était la Journée mondiale du bon sens. Une journée censée célébrer cette vertu populaire, ce repère universel censé guider nos choix individuels et collectifs. Ironie du calendrier : jamais cette notion n’a semblé aussi insaisissable, voire galvaudée. Car le “bon sens” est devenu un slogan passe-partout, un paravent commode derrière lequel se cachent la paresse du raisonnement et la peur du collectif.

Il rassure, il simplifie, il évite de penser — bref, il distrait.

Quand tout le monde a raison, plus personne n’écoute

Le “bon sens” est partout. Dans la bouche du politique qui justifie l’injustifiable, du citoyen qui balaie d’un revers de main toute complexité, de l’expert médiatique qui confond certitude et vérité. Il

s’érige en argument suprême, celui qui dispense d’écouter, de douter, de comprendre. Chacun le revendique, mais aucun ne parle du même. Car le bon sens est devenu un miroir déformant : il reflète surtout la réalité de celui qui le brandit. Il est l’alibi commode des simplifications et des postures. Une morale à géométrie variable, brandie pour justifier les contradictions les plus criantes : réclamer la participation sans écouter, invoquer la proximité tout en décidant d’en haut, prôner l’écoute collective en monologue permanent. Dans une société saturée d’opinions, où chaque phrase devient un tweet et chaque nuance une faiblesse, le bon sens est devenu l’étandard des certitudes. Chacun s’y réfugie comme dans une forteresse, persuadé d’en être le dépositaire exclusif.

Résultat : une inflation de “vérités” individuelles, un brouhaha généralisé où la parole publique se vide de sens, et où la concertation, quand elle existe, se réduit trop souvent à un rituel d’affichage.

Le vrai bon sens, celui qui se construit

Pourtant, le véritable bon sens n’a rien d’instinctif. Il ne se décrète pas à coups de formules ni de slogans. Il se construit dans le frottement des points de vue, dans l’effort d’écoute, dans la confrontation — parfois rugueuse — entre visions opposées. Autrement dit, dans le travail collectif. Ce travail, la concertation le rend possible lorsqu’elle est sincère : transformer la somme des intérêts en intelligence partagée, faire dialoguer les désaccords au lieu de les nier, replacer l’humain et la raison au cœur de la décision. Là réside le vrai bon sens — pas dans le réflexe, mais dans la construction. Pas dans le “on sait bien”, mais dans le “on cherche ensemble”.

Réhabiliter le bon sens collectif

Mais pour cela, encore faut-il accepter d’écouter pour comprendre, et non pour répondre. Reconnaître que la légitimité d’une parole ne vient pas de son volume, mais de sa cohérence. Et admettre, surtout,

que le doute n'est pas un signe de faiblesse, mais la condition de la lucidité. Car tant que le bon sens sera invoqué pour éviter le débat plutôt que pour l'éclairer, il restera une fiction nationale, confortable et stérile. Il est urgent de le réhabiliter, non comme un mot d'ordre, mais comme une pratique démocratique : lente, exigeante, contradictoire, parfois inconfortable. Le bon sens collectif, celui que nous appelons de nos vœux, suppose de retrouver le goût du dialogue, le courage de la nuance et la patience du compromis. Il exige de réapprendre à parler pour construire, pas pour gagner. Et surtout, il rappelle que la démocratie ne repose pas sur la somme des opinions, mais sur la qualité de la discussion.

Le bon sens, le vrai, n'est pas un réflexe populaire. C'est un art civique. Et comme tout art, il demande un peu de pratique.

TRIBUNE 12

TERRITOIRES : SANS RÉCIT COLLECTIF, PAS DE COHÉSION DURABLE

À force de gérer l'urgence, les territoires perdent leur capacité à se projeter. Pour réconcilier action publique et désir d'avenir, il faut remettre du récit au cœur de la décision locale. Pas un storytelling, mais une vision partagée, construite collectivement.

Notre époque vit au rythme du court terme, entre crises successives, urgence permanente et débats locaux crispés. Tout semble se décider dans l'instant, à la faveur d'un budget à voter, d'une polémique à éteindre, d'un projet à défendre ou à bloquer. Le temps long s'efface, l'intérêt général se dilue. Et nos territoires, accaparés par la gestion de l'immédiat, peinent à se mobiliser autour d'un cap commun.

Ce déficit de projection ne relève pas seulement de l'empilement des dossiers ou du manque de moyens. Il traduit quelque chose de plus profond : la difficulté à dire où l'on veut aller ensemble, et donc à construire un récit collectif qui tienne. Sans vision partagée, les transitions se fragmentent, la cohésion s'érode et l'action publique s'épuise à "faire" sans parvenir à "relier". Un territoire sans récit, c'est une communauté sans horizon.

Le récit, un bien commun à reconstruire

Pendant des décennies, les politiques d'aménagement du territoire portaient un horizon clair : moderniser, équiper, relier. Ces récits avaient leurs angles morts et leurs conflits, mais ils donnaient parfois un sens plus évident à l'action publique et légitimaient l'effort collectif.

Aujourd'hui, cette évidence a disparu. Chacun défend "son" projet, "sa" cause, "son" territoire. L'aménagement s'est fragmenté, souvent réduit à une addition d'initiatives locales sans cohérence d'ensemble.

Ce qu'il manque, ce n'est pas une stratégie de communication, mais un imaginaire collectif. Un cadre de sens capable de relier les acteurs et de redonner souffle au débat public. Le récit n'est pas un supplément d'âme : c'est un bien commun, indispensable pour penser et agir ensemble. Il joue le rôle d'une boussole invisible : il organise les priorités, arbitre entre des choix parfois contradictoires et permet de tenir un cap dans la durée, même quand la conjoncture se tend.

Remettre du temps long dans la décision

Face à cette perte de repères, les démarches de prospective et les "récits 2050" se multiplient. Ils traduisent une aspiration forte : retrouver le sens, se projeter, imaginer un avenir souhaitable. Ce mouvement n'est pas isolé : il fait écho aux grands cadres internationaux qui, depuis plusieurs années, invitent à réinscrire l'action publique dans le temps long — Agenda 2030, Objectifs de développement durable, stratégies climat.

Peu à peu, ces horizons globaux se déclinent en trajectoires locales, en feuilles de route et en exercices qui cherchent à redonner aux territoires la capacité de penser l'avenir autrement que sous le seul prisme de l'urgence.

Mais ces exercices risquent parfois de rester hors-sol : de belles visions, peu appropriées, parfois plaquées. L'écart se creuse alors entre des documents très aboutis et des habitants qui n'en voient ni le lien avec leur quotidien, ni les conséquences concrètes sur leurs vies.

Le véritable enjeu est d'ancrer ces récits dans le réel, dans le vécu quotidien des habitants, dans les tensions et les possibles de chaque territoire. Faute de quoi, la vision prospective peut devenir contre-productive, en nourrissant la défiance plutôt que l'adhésion. Un récit utile ne se contente pas de décrire un futur idéal : il aide à naviguer dans les compromis, les renoncements et les conflits de valeurs qui jalonnent le chemin pour y parvenir.

Un récit n'a de valeur que s'il est partagé, discuté, incarné. Il ne se décrète pas : il se construit collectivement, à la croisée des regards d'élus, d'acteurs économiques, d'associations et de citoyens. Il prend forme au fil des échanges, dans la mise à plat des désaccords, dans le travail patient sur ce qui fait véritablement enjeu pour un territoire. C'est ce tissage progressif entre acteurs — parfois lent, parfois traversé de tensions — qui permet progressivement de clarifier un horizon commun.

(Re)faire société par la mise en récit

Mettre en récit un territoire, ce n'est pas lui inventer une image. C'est ouvrir un espace de dialogue sur le futur : que voulons-nous préserver ? transformer ? transmettre ?

La prospective devient alors une démarche démocratique, pas technocratique. Elle ne vise plus seulement à anticiper, mais à réconcilier : relier la parole politique à la parole habitante, l'urgence du présent au désir d'avenir.

Le récit devient un levier de cohésion : il ravive l'intérêt général non comme une idée abstraite, mais comme une construction vivante et partagée.

Accompagner la fabrique des récits collectifs

Au sein de Demopolis Concertation, nous sommes convaincus que la concertation ne se limite pas à la gestion des projets du moment. Elle est aussi un espace de projection, un lieu où les territoires peuvent se raconter, se comprendre, s'imaginer.

Notre rôle : accompagner élus, acteurs et habitants dans l'écriture de récits collectifs lucides, sensibles et partagés. Des récits ancrés dans le réel, capables d'articuler les transitions, de susciter l'engagement, de donner envie d'avenir.

Nous aidons les territoires à formuler un futur souhaitable et crédible, à le traduire en stratégie mobilisatrice, en récit d'aventure collective. Parce qu'en définitive, les transitions écologique, sociale et démocratique ne réussiront pas par la seule addition de solutions techniques : elles réussiront par la construction d'un sens commun.

Demopolis Concertation est une jeune agence française dédiée à l'art de la concertation. Elle accompagne les projets qui transforment les territoires, qu'ils relèvent de l'aménagement, de l'énergie ou des transitions écologiques, en veillant à ce que ceux qui y vivent puissent y prendre voix.

Sa démarche repose sur une conviction simple : aucun projet ne s'enracine durablement sans l'écoute attentive de celles et ceux qu'il concerne et surtout leur mise en mouvement, en action !

Enquêtes de terrain, rencontres, ateliers, médiation : Demopolis tisse, patiemment, les fils d'une co-construction enthousiasmante. Engagée dans une pratique responsable, l'agence mesure son impact, cultive la sobriété et soutient des initiatives solidaires.

Cette exigence éthique donne à son action une tonalité singulière : celle d'un travail qui se veut à la fois rigoureux, ouvert et profondément humain. Par son approche, l'agence Demopolis Concertation contribue à réhabiliter l'idée qu'une décision publique - ou privée à portée publique) peut encore se construire avec les citoyens, et que le dialogue, lorsqu'il est sincère, demeure l'un des chemins les plus sûrs vers des projets acceptés, partagés et vivants.

LORETTE, CHARLINE,
LUCILE, DAVID ET L'ÉQUIPE

2026

Tous nos vœux

À travers douze tribunes écrites au fil d'une année politique mouvante, Demopolis Concertation dresse le portrait d'une démocratie qui vacille, se crispe et peine à retrouver le fil du dialogue. Ces textes montrent pourtant qu'un autre chemin demeure possible : celui d'une concertation vivante, sincère, capable de dépasser les tensions via l'intelligence collective. Ils rappellent que la démocratie ne se résume pas à des procédures, des outils ou des incantations, mais qu'elle se construit dans l'écoute patiente, la mise en récit partagée des territoires, la reconnaissance de ceux qui vivent les décisions et la mise en mouvement des citoyens. Aucune transition énergétique, écologique ou sociale ne peut réussir sans horizon commun, sans débat ouvert et exigeant.

Quatre voix portent notamment cette conviction : Charline Zine, forgée par l'expérience de concertations sur de grands projets de transition énergétique ; Lorette Haffner, attentive à redonner toute leur place aux citoyens ; Lucile Moal, qui a expérimenté pendant sept ans en Amérique du Sud d'autres façons de faire dialoguer habitants et institutions ; et David Heinry, président de Demopolis Concertation, observateur rigoureux des dérives démocratiques comme de leurs remèdes possibles.

De 2018 à 2025, douze distinctions sont venues saluer la qualité des démarches de concertation et de communication publiques qu'ils ont imaginées et mises en œuvre pour leurs clients et les territoires.

demopolis
concertation



9 781234 567897

ISBN 9781-2-3456-789-7

GRATUIT